



**MARDI 17 DECEMBRE 2019 L'INTERSYNDICALE CGT SUD
APPELLE LES AGENTS DU DEPARTEMENT A SE MOBILISER
POUR DENONCER L'AUSTERITE DU BUDGET 2020 ET DEMANDER AUX ELUS DE SE
PRONONCER SUR LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE ET CELLE DES RETRAITES**

DU BUDGET 2020 DU DEPARTEMENT

Le budget 2020 du conseil départemental sera voté mardi 17 décembre. Une fois de plus ce Budget sera marqué par l'austérité, imposé par l'Etat qui exige une limitation de la hausse des dépenses de fonctionnement à 1,2 %. Ce qui est largement inférieur aux besoins des Gardois, pour un service public de qualité et de proximité. Sans compter la poursuite des transferts de charge de l'Etat au Département, sans compensation à l'euro près (exemple dans le social, Plan de Pauvreté conçu par l'Etat et mis en œuvre par les Départements ou encore l'investissement de la couverture très haut débit du territoire).

Il est important de souligner que grâce à des luttes engagées par les agents, certains engagements financiers ont été votés (exemple de l'investissement dans le domaine routier).

C'est pour cela, que nous continuons à revendiquer :

- Une augmentation des postes de titulaires dans toutes les Directions et un plan de titularisation plus ambitieux.
- Une couverture du territoire gardois en Centres médico-sociaux et Centres d'exploitation des routes à même d'assurer au quotidien un service public de proximité attendu par les usagers.

Ces revendications seront immanquablement mises à mal par l'application de la Loi de Transformation de la fonction publique votée au mois d'août. La Direction Générale des Finances Publiques en paie déjà le prix avec la fermeture de presque toutes les trésoreries du Gard (16). L'Assemblée Départementale lors de la DM2 a voté une motion contre ces fermetures. Comme quoi il est plus facile de dénoncer ailleurs les conséquences de politiques qu'on applique aussi dans cette collectivité.

DE LA REFORME DES RETRAITES

Les annonces du premier ministre hier mercredi ne font que conforter la population et les organisations syndicales dans leur refus de cette réforme dont la finalité reste inchangée. A savoir la mise à mal de notre système de répartition d'une part et d'autre part l'ouverture de la couverture retraite aux appétits de la finance internationale (ex fond de pension américain black rock).

Après plusieurs semaines de mobilisation il convient d'amplifier le mouvement en interpellant nos élus départementaux, qui sont, pour certains d'entre eux présents dans les cortèges pour réclamer des retraites tirées vers le haut et le meilleur pour tous !

Un système intergénérationnel, basé sur la solidarité, et par répartition.

Un départ à 60 ans à taux plein calculé sur les 10 meilleurs années pour le privé et 6 derniers mois pour le public avec un minimum le SMIC

Mesure sur pénibilité pour des départs anticipés

Hausse des salaires qui permettra d'augmenter les cotisations sociales

L'égalité Femme/Homme immédiatement, cela rapporterait 6,5 milliards d'euros en plus cotisations pour la protection sociale.

Mettre fin aux exonérations de cotisations patronales (20 milliards d'euros/An)

Taxer les produits financiers rapporterait 30 milliards d'euros par an

**ENEZ NOUS REJOINDRE A PARTIR DE 11 H 30 DEVANT
LA MAISON DU DEPARTEMENT POUR UN PIQUE NIQUE DE LUTTE
ET PARTIR ENSEMBLE A LA MANIFESTATION
A 14 h 30 JARDIN DE LA FONTAINE**